



Radio-Canada.ca

2 avril 2024

Éoliennes dans les champs : « Allez ailleurs! Ça crée des chicanes »

Article de Thomas Gerbet

Après un discours enflammé du directeur général de l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA), jeudi, contre le développement d'éoliennes sur le territoire agricole, qu'il a qualifié d'« imbécile », le ministre de l'Agriculture du Québec André Lamontagne a été dans le même sens, en entrevue avec Radio-Canada. Il s'oppose à ce que le garde-manger des Québécois serve à répondre aux besoins urgents d'Hydro-Québec.

Alors que [les projets d'énergie renouvelable se multiplient dans le sud du Québec](#), les agriculteurs n'ont jamais été aussi sollicités par des promoteurs qui veulent installer des éoliennes dans leurs champs.

Et les agriculteurs québécois n'ont jamais été aussi tentés d'accepter ces éoliennes, au moment où [plusieurs vivent de grandes difficultés financières et manifestent leur désarroi](#).



Des agriculteurs manifestent à Rimouski, le 8 mars 2024. © Sébastien Ross/Radio-Canada

C'est clair que les producteurs agricoles lèvent la main et ils en veulent, a dit le directeur général de l'UPA, Charles-Félix Ross, jeudi, à l'occasion d'un colloque au sujet d'Hydro-Québec, organisé par l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC).

C'est pas mal plus payant, a-t-il expliqué, évoquant une redevance jusqu'à 35 000 \$ par année pour héberger une éolienne, alors que pour la même superficie agricole, je ferais environ 2500 \$ avec du maïs ou du soya.

15 fois l'île de Montréal avec des éoliennes

[Le plan d'action 2035 d'Hydro-Québec](#) prévoit ajouter jusqu'à 9000 mégawatts (MW) de puissance électrique dans le réseau, dont au moins 1500 MW proviendra de parcs éoliens. Selon la société d'État, ça représente environ 15 fois la superficie de l'île de Montréal d'éolien installé.



Hydro-Québec doit augmenter fortement la production d'électricité face à la hausse de la demande et aux besoins de décarbonation de l'économie. (Photo d'archives)© Paul Chiasson/La Presse canadienne

À la lecture du plan d'Hydro-Québec, on s'est dit : "Ça n'a pas de bon sens, c'est démesuré ce qu'ils veulent faire", a dit le directeur de l'UPA, lors de son discours.

S'ils veulent implanter ça en zone agricole, ça va être catastrophique, ça va être déstructurant, a-t-il ajouté, rappelant que moins de 2 % du territoire québécois est agricole et que la province présente le plus petit ratio de surface agricole par habitant de tout l'OCDE. Il faut le protéger comme la prunelle de nos yeux.

De plus en plus de conflits

Si l'UPA s'oppose au déploiement de tout parc éolien non justifié en zone agricole, c'est avant tout pour les problèmes de cohabitation. Ça crée de la chicane entre les citoyens, ça crée de la chicane entre les producteurs agricoles, entre les producteurs agricoles et les citoyens..., constate M. Ross.



Une salle bondée le 26 mars à Saint-Narcisse, pour discuter du projet de TES Canada© Raphaël Brouillette/Radio-Canada

En Mauricie, les tensions sont déjà vives autour du projet de 140 éoliennes de TES Canada. [Le promoteur dénonce une campagne de peur](#) de la part des opposants, et [les agriculteurs sont divisés](#). Des producteurs agricoles se disent intimidés à la fois par ceux qui veulent utiliser leurs terres que par des citoyens qui s'y opposent.

En Estrie, [le maire de Saint-Georges-de-Windsor a été suspendu de ses fonctions six mois](#) par la Commission municipale du Québec, parce qu'il ne s'est pas retiré d'un vote au sujet d'un projet éolien alors qu'il a été approché par le promoteur pour héberger des éoliennes sur sa propre terre agricole.

À Salaberry-de-Valleyfield, en Montérégie, [l'opposition à un projet éolien a mené à son report](#), malgré un préjugé favorable de la Ville. [Dans Lotbinière, des citoyens se sont mobilisés contre un projet éolien](#) pour protéger les terres agricoles.



Des éoliennes à Cap-Chat, en Gaspésie (Photo d'archives)© /Radio-Canada

Au Québec, c'est le secteur privé qui développe les éoliennes pour le compte d'Hydro-Québec. On voit aussi de plus en plus de projets destinés à alimenter des projets industriels privés, comme TES Canada.

Ce dernier modèle d'autoproduction, voire de contrats d'achats directs, devrait être facilité par [le projet de loi du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon](#), attendu ce printemps.

Le ministre de l'Agriculture n'en veut pas

Les éoliennes en zone agricole, ce n'est pas quelque chose qu'on veut accepter a déclaré le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, André Lamontagne, samedi, [en entrevue à l'émission *Tout peut arriver*](#).

C'est quelque chose qu'on veut éviter et qui doit être évité, a-t-il réitéré. S'oppose-t-il à la volonté du gouvernement? Certainement, a répondu le ministre.



André Lamontagne, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (Photo d'archives) © Ivanoh Demers/Radio-Canada

André Lamontagne a rappelé qu'il a poussé l'an dernier pour que soit adopté un décret de préoccupation, qui demandait de minimiser les impacts des projets sur les terres et activités agricoles.

Le ministre mène actuellement des consultations en vue de l'écriture d'[un projet de loi, cet automne, pour moderniser la protection du territoire et des activités agricoles](#). Il affirme que le sujet des éoliennes aura une place importante dans les recommandations.

Ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain

Ce n'est pas parce qu'on n'en veut pas en terre agricole, qu'on n'en veut pas du tout au Québec, a tenu à exprimer le maire de Sainte-Anne-des-Monts, Simon Deschênes, à l'occasion du colloque de l'IRÉC, jeudi.

L'élu gaspésien est vice-président de l'Alliance de l'énergie de l'Est, un regroupement de 16 MRC et d'une communauté autochtone qui [développent des projets éoliens en partenariat égalitaire avec le privé](#).



Le maire de Sainte-Anne-des-Monts et le vice-président de l'Alliance de l'énergie de l'Est, Simon Deschênes (Photo d'archives)© Jean-François Deschênes/Radio-Canada

L'essence même de ce qu'on fait, c'est de protéger le Québec, a-t-il dit, donnant l'exemple des Îles-de-la-Madeleine, depuis longtemps dépendantes au mazout lourd pour l'approvisionnement en énergie. C'est là qu'on pollue le plus au Québec, per capita.

[Un projet de quatre nouvelles éoliennes](#) devrait bientôt fournir assez de puissance aux Îles pour répondre aux besoins de la saison estivale, avec uniquement de l'énergie renouvelable, a expliqué le représentant de l'Alliance de l'énergie de l'Est.

L'Alliance se vante de recourir surtout à des terres publiques pour le développement des éoliennes et affirme que l'acceptabilité sociale est au rendez-vous.

Le vrai test de l'acceptabilité sociale, c'est une fois par quatre ans, a pour sa part souligné Charles-Félix Ross, de l'UPA, en référence aux élections provinciales de 2026. Avec les éoliennes, est-ce qu'on enrichit le Québec? se demande-t-il. Est-ce que ça vaut le retour sur investissement?

Quand tu veux décarboner ton économie, tu ne doubles pas ta capacité de production énergétique. C'est complètement imbécile, a-t-il ajouté.